

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
20, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

Le « Balkanprogramm » de l'Autriche-Hongrie

II

Dans la réunion de la Société économique hongroise pour la Bosnie et pour l'Orient, le ministre de l'Agriculture Stzerenyi, en développant le programme de la future politique économique de la Monarchie, déclarait : que ce programme doit tendre à un rapprochement de l'Autriche-Hongrie avec l'Orient et à une liaison directe avec celui-ci. L'orateur a eu la loyauté d'avouer les torts et les injustices commises à l'égard des peuples balkaniques notamment à l'égard de la Serbie, que la Monarchie durant une période assez prolongée essaya d'étrangler économiquement. Il reconnut également que l'Autriche-Hongrie pratiquait dans le passé vis-à-vis des provinces serbes de Bosnie et d'Herzégovine une politique économique d'exploitation à outrance. Le discours de Stzerenyi est en fait un véritable réquisitoire contre la politique extérieure de l'Autriche durant les dernières décades. Ses aveux à ce sujet sont à retenir.

En parlant des relations avec les Balkans, la Serbie, la Roumanie, etc., Stzerenyi remarque que le capital hongrois y remplissait avant la guerre un rôle important et il aurait obtenu un succès énorme sur toute la ligne si l'on avait suivi dans les Balkans un plan général de politique économique. Mais dans nos rapports avec l'Orient nous avons malheureusement, dit Stzerenyi, dévié des principes dirigeants que l'œil clairvoyant d'Audrassy entrevoyait en 1870.

« Nous avons omis de soutenir économiquement cette tendance vers l'indépendance des peuples balkaniques, en voie de développement, afin de les mettre en harmonie avec les intérêts économiques de la Hongrie. Nous avons commis une faute en permettant que des relations commerciales s'établissent entre ces Etats et nos ennemis. Nous avons omis de les attacher à nous par tous les liens de la vie économique en leur prenant leurs produits pour les livrer aux consommateurs de l'occident ».

Il est intéressant de souligner ici que ce que Stzerenyi reproche aux dirigeants de la Monarchie dans le passé, c'est moins de s'être montrés injustes envers les Etats voisins comme envers les peuples subjugués que d'avoir manqué de méthode et de souplesse en les exploitant. Selon lui, on n'a pas agi avec assez de finesse et manquant de doigté, on a fini par mettre ces peuples contre la Monarchie. Bref, on a gaffé et maintenant on le regrette.

La science hongroise, poursuit Stzerenyi, soutenu par le Kapital hongrois, doit avec le travail hongrois descendre dans les Balkans. Fortifier nos rapports économiques avec les Etats balkaniques ne doit pas avoir seulement pour but un plus grand développement économique pour nous, mais cela doit être aussi un moyen de nous gagner les sentiments de ces peuples. Notre politique extérieure avait dans le passé ce grand défaut d'avoir négligé la psychologie des peuples et l'influence que les masses exercent sur la politique, car il ne suffit point de se baser sur les contrats écrits ; la vraie politique étant celle qui est faite de peuple à peuple, dans l'harmonie des intérêts et des sentiments. Le peuple dont nous améliorons les intérêts matériels par notre collaboration et dont nous consolidons les assises économiques, une fois convaincu que l'on ne cherche pas à toucher à sa vie nationale et étatique, se tournera instinctivement vers nous.

Jusqu'ici nous sommes complètement d'accord avec les idées de Stzerenyi. Ce n'est que dans

la partie suivante de son discours que s'étale sa mauvaise foi. Ici Stzerenyi déclare : « Puisque l'Autriche-Hongrie n'a jamais touché à la vie politique d'aucun des Etats et n'en a même jamais eu envie (sic) et vu que notre pays a toujours sympathisé et même soutenu ardemment l'indépendance de chaque nation ; enfin, comme la Monarchie austro-hongroise n'a aucune aspiration territoriale sur les Balkans de même que la nation hongroise n'a aucune tendance expansive dans cette direction, il n'est donc rien qui empêche un développement cordial des relations politiques et économiques entre les peuples d'Orient et la Monarchie ».

Lorsque M. Stzerenyi prétend que l'Autriche-Hongrie n'a jamais touché à la vie étatique d'aucun des Etats et n'en a même jamais eu envie, il oublie l'agression de 1914 contre la Serbie, agression qui provoqua la conflagration générale. Il oublie aussi tout un système de mesures oppressives employées durant les dernières décades pour étouffer le développement économique de notre pays. Lorsqu'il prétend que son pays a toujours sympathisé avec l'indépendance de chaque nation, il a l'air de vouloir se moquer des Italiens, des Tchécoslovaques, des Yougoslaves et des Roumains.

Or, non seulement l'Autriche-Hongrie n'a jamais soutenu l'indépendance des autres peuples, mais elle s'est montrée incapable de défendre sa propre indépendance politique vis-à-vis de l'Allemagne.

L'affirmation gratuite de Stzerenyi que l'Autriche n'a aucune aspiration territoriale dans les Balkans ne peut être prise au sérieux tant que cette dernière occupe la Bosnie et l'Herzégovine. D'ailleurs tous ses actes et attitudes durant les dernières décades sont là pour le démentir. Stzerenyi se trompe lorsqu'il croit que la Monarchie pourra jamais, par des améliorations d'ordre économique, gagner les sentiments des peuples balkaniques et spécialement des Serbes et des Yougoslaves, après tout ce qu'elle a fait pour s'aliéner les sympathies de ces peuples. Car ceux-ci ont acquis la conscience que l'existence même de la Double Monarchie par sa structure étatique est un obstacle insurmontable à leur développement. Ni la « science », ni le « kapital » hongrois ne pourront jamais accomplir le miracle d'attacher le cœur de ces peuples qui ont adopté la devise : « Austro-Hungaria delenda ».

L'Autriche-Hongrie qui fut toujours en retard d'une idée, l'est encore cette fois-ci et le discours de Stzerenyi ne convaincra personne en dehors du cercle où il développa son fameux « Balkanprogramm ».

M.-D. MARCOVITCH.

En deux semaines (du 13-27 août) le Journal de Genève a publié, sous la signature de son rédacteur politique, M. William Martin, cinq articles de fond tous en faveur de la conservation de l'Autriche-Hongrie. La situation qu'occupe l'auteur de ces articles, ses conceptions politiques ainsi que les arguments dont il use à l'appui de sa thèse, nous obligent de nous occuper de ces écrits où M. Martin se montre plus catholique que le pape, plus Autrichien que les Autrichiens eux-mêmes.

Dans notre prochain numéro, nous examinerons de près la thèse de M. Martin.

Un appel en faveur des prisonniers serbes

Une des mesures les plus odieuses auxquelles nos ennemis pour anéantir la force vitale du peuple serbe c'est celle de livrer aux Turcs nos prisonniers pour être employés aux travaux en Asie-Mineure. En plein XX^e siècle, on a restauré l'ancien esclavage en masses, la servitude aux Turcs et le traitement des hommes comme des objets matériels dont on dispose suivant son gré. Il y a longtemps que nous avons eu vent de ces procédés indignes mais nous croyions que seuls les Bulgares étaient capables de commettre de telles monstruosités. Les témoignages qui s'y rapportent recueillis par le professeur Reiss et publiés dans le « Telegraaf » d'Amsterdam, et reproduits aussi par le « Genevois » du 18 mai, ne laissent aucun doute sur la réalité des faits dénoncés. Aujourd'hui le gouvernement serbe est en possession de preuves formelles que non seulement la Bulgarie mais aussi l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie pratique la même besogne vendant à terme aux Turcs les prisonniers serbes. Une confirmation de ces faits se trouve aussi dans l'information suivante, publiée par la « Gazette de Lausanne » du 27 juillet sous le titre « Les Turcs et les prisonniers roumains ». On y lit notamment :

« Le médecin de l'ambassade d'Espagne à Constantinople, chargé de la visite des camps de prisonniers roumains en Turquie, annonce que

50 % des prisonniers roumains détenus sont morts dans ces camps à la suite d'une épidémie de typhus évanthématique.

Malgré les conventions échangées à Bucarest, les Turcs refusent de rapatrier les prisonniers roumains avant leur remplacement par des Serbes ou autres prisonniers, afin que les travaux auxquels sont employés des Roumains puissent être continués ».

Ce que l'on dit de la mortalité des Roumains vaut encore plus pour les Serbes. Ainsi les Turcs demandent encore des prisonniers serbes pour remplacer les Roumains qui seront rendus à la Roumanie ! Et personne ne s'émue à cette insolence turque, personne ne proteste contre ce commerce organisé de la chair vivante !

Nous faisons appel aux sentiments d'humanité les plus élémentaires en Autriche-Hongrie et en Allemagne — en Bulgarie c'est inutile — pour mettre terme à ces pratiques qui déshonorent le nom même d'Européen. Est-ce qu'il n'y a personne en Allemagne et en Autriche-Hongrie pour voir l'énormité de tels procédés et pour élever sa voix contre une mesure ignoble et qui vaudra à ses auteurs une honte éternelle ? Il est vraiment inconcevable que l'on ait pu pousser à un tel degré l'inconscience et le désir de faire le mal pour le mal.

La Bosnie-Herzégovine et les appétits magyars

En s'allouant avec la gracieuse aide de l'Allemagne dans la fameuse paix de Bucarest « des rectifications de frontières » qui se chiffrent de 5000 km. carrés et dont la valeur des forêts dépasse 5 milliards les Magyars, alléchés par ce gain, voudraient étendre leurs frontières aussi dans le Sud. Ils s'intéressent vivement au sort de la Bosnie et l'Herzégovine. On sait que ces deux provinces, occupées en 1878, « provisoirement et pour y rétablir l'ordre », étaient annexées à l'empire austro-hongrois en 1908 et une situation politique spéciale y règne. Ces deux provinces devinrent en quelque sorte le condominium de l'Autriche et de la Hongrie. Les deux parties de la monarchie menaient une lutte pour s'installer le mieux possible dans cette colonie destinée à être exploitée.

Mais en dehors du gain territorial que présentaient la Bosnie et Herzégovine pour n'importe lequel des occupants germano-magyars, ces provinces ont une importance capitale dans l'ensemble du problème yougoslave. Dans la continuité géographique que yougoslave, la Bosnie et l'Herzégovine se trouvent au cœur des territoires yougoslaves. Aussi l'occupation de ces deux provinces par une puissance étrangère signifierait la suppression de la continuité nationale yougoslave et en même temps un moyen excellent pour l'anéantissement de l'unité yougoslave.

Les Magyars, auxquels le mouvement yougoslave cause de grands ennuis et de sombres soucis, voudraient d'un coup agrandir leur territoire et supprimer la question yougoslave en s'annexant ces deux provinces. Ayant toujours en dépôt quelque formule historique — les seules avec lesquelles ils essaient de justifier leur domination sur les autres peuples — les Magyars déterrent des archives poussiéreuses les conquêtes de leurs rois du moyen âge et basent sur elles leur droit à ces provinces. Mais ils ont d'autres arguments plausibles pour persuader l'Autriche, l'Autriche, avec ses nombreux peuples slaves, ne parvenant pas à se consolider, qu'arrivera-t-il donc si encore une forte population slave était ajoutée à celle qui déjà, par tous les moyens, tend à la destruction de la Monarchie ? Ce serait faciliter l'œuvre de délivrance slave. La Hongrie, par contre, continuent les Magyars, bien qu'habitée par de nombreux peuples allogènes, a pu, en dépit de tous les efforts opposés, sauvegarder son unité de fer et empêcher l'éclatement des manœuvres anti-étatiques pratiquées en Autriche. Aussi la Bosnie et l'Herzégovine, malgré leur popu-

lation slave, seraient vite pacifiées sous la domination magyare, ce qui contribuerait au renforcement de la monarchie. Le mouvement yougoslave, aujourd'hui si dangereux, deviendrait alors un rêve du passé impossible à ressusciter. Par ce fait, les régions de l'Adriatique seraient assurées pour l'expansion germano-magyare.

Voici ce qu'en dit l'organe du comte Andrassy, « Magyar Hirlap » (28 juillet) :

« La question bosniaque peut être considérée comme la clef de tout le problème yougoslave. A telle ou telle solution de la question bosniaque correspondra une solution parallèle du problème yougoslave. Une solution juste doit apporter la paix dans les Etats des Slaves du Sud, une solution erronée signifierait la victoire de l'idée panserbe ou yougoslave et la perte des côtes adriatiques pour la monarchie. »

Plus loin, il dit :

« Les conditions actuelles de la vie étatique en Bosnie, partagée entre deux Etats et trois gouvernements, ne sauraient subsister. C'est l'intérêt de la monarchie de même que celui des Bosniaques. Comme il ne saurait être question d'une incorporation à l'Autriche et comme les droits de la sainte couronne de Saint-Etienne sont indubitables, il est clair qu'on doit permettre le retour (sic) de la Bosnie sous l'autorité de la sainte couronne. »

D'après les informations du journal croate de Zagreb, « Hrvatska Rijec », il paraît que l'Autriche a acquiescé à ces arguments et a cédé la Bosnie à la Hongrie à condition que celle-ci doive prouver qu'elle a pour elle la majorité du peuple en Bosnie.

Conformément aux conditions de cette cession par l'Autriche, le gouvernement de Budapest s'applique à s'assurer le consentement de la majorité du peuple en Bosnie. Il a commencé ses manœuvres par l'envoi d'agents en Bosnie. Et des agents de très haute marque se déplacent pour activer cette politique de captation de bienveillance. Le margrave Pallavicini est venu à Sarajevo et Mostar, où il est entré en contact seulement avec les personnages officiels et les représentants des différentes religions. L'évêque de Kalocsa, Varadi, a traversé la Bosnie, s'efforçant d'entrer en relations avec les catholiques croates et de les gagner à l'idée de l'union avec la Hongrie. Aux catholiques, orthodoxes et musulmans les promesses les plus alléchantes sont faites. On promet aux Serbes

que leurs nationaux viendraient au pouvoir et essaient de jeter la responsabilité pour les massacres du début de la guerre aux Croates! Mais toutes ces tentatives sont résolument rejetées par les Serbes autant que par les Croates. Le souvenir douloureux des tortures supportées et la vue du grand cimetière où est jetée la fleur du peuple serbe en Bosnie, ne pourrait dicter aux chefs serbes qu'une attitude nettement hostile à toute promesse et invitation des Magyars. Mais les Magyars ne désarment pas facilement. N'ayant pas réussi auprès des chefs, ils entreprennent une propagande destinée à gagner les paysans serbes mêmes. Le journal croate de Zagreb « Obzor » (11 août) dit à ce sujet :

« D'après les nouvelles reçues de Sarajevo, les agents du gouvernement magyar (et plus particulièrement le directeur de la banque magyare à Sarajevo, Geza Stux) s'efforcent maintenant d'attirer à eux les paysans en exploitant la question agraire. On connaît la revendication des kmètes (serfs) qui réclament une solution de la question agraire obligatoire pour les grands propriétaires. Cependant le gouvernement bosniaque s'est toujours refusé à cette solution et a adopté une solution facultative qui favorise les grands propriétaires et réduit les malheureux kmètes à la mendicité, ceux-ci doivent en effet travailler uniquement pour les agas (propriétaires musulmans). Comme en dehors d'un petit nombre de Musulmans ayant à leur tête Serif Arnaoutovitch, personne parmi les Croates et les Serbes n'a voulu se laisser prendre aux intrigues des Magyars, l'idée est alors venue aux Magyars de gagner les agriculteurs, par la promesse dans le sens obligatoire! »

Ces manœuvres de division et ces promesses alléchantes, on voit qu'elles sont vouées à l'échec. Si quelques éléments douteux, d'ailleurs possibles à trouver, se rangeaient du côté magyar, ce fait ne pourra rien changer à la résolution de l'énorme majorité du peuple. Et le vœu de l'écrasante majorité du peuple ne voit qu'une seule issue à la situation actuelle, c'est l'union de tous les Serbes, Croates et Slovènes dans un Etat libre de toute tutelle étrangère, quel que soit son caractère.

L. P.

La politique de la coalition serbo-croate

Le « Slovenski Narod » du 3 août a publié un article très intéressant sur la coalition serbo-croate, dû à la plume de M. Kukovec, qui semble être très bien renseigné sur les questions croates. Nous le reproduisons presque « in extenso » à titre d'information :

« La raison conduit tout homme sensé, écrit M. Kukovec, à cette conclusion que c'est autour de Zagreb que devrait graviter actuellement tout le problème yougoslave. Il apparaît cependant que Zagreb ne joue pas ce rôle, et il est alors naturel de voir notre peuple qui, dans des déclarations innombrables, issues de tous les pays yougoslaves s'est exprimé en faveur de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, se demander pourquoi Zagreb ne joue pas le rôle dirigeant. Notre devoir est d'expliquer ces faits pour que dans notre peuple ne s'enracine point une opinion erronée.

De ce côté de la Leitha, toutes les Diètes des provinces peuplées par les Yougoslaves sont suspendues; en Bosnie il en est naturellement de même. Partout règne le

régime des commissariats. A Zagreb par contre existe une vie constitutionnelle. La majorité du Sabor de Zagreb est représentée par la coalition croato-serbe, groupement politique composé du parti indépendant croate et du parti indépendant serbe. La coalition dirige le Banat avec son gouvernement national et avec un ban croate, ce qui, dans ces temps de guerre, a, même au point de vue économique, la plus grande importance. L'aide apportée aux Serbes et aux 20.000 affamés de Bosnie, Dalmatie et du Littoral nous montre clairement la valeur du maintien de la constitution. On a même promis des exportations de Croatie en faveur de l'approvisionnement de la Dalmatie. Même dans une autre direction cette représentation nationale a fait usage de son pouvoir dans ces dernières semaines, en faveur du peuple, en luttant contre les frankistes qui ont voulu vendre la Croatie et remplacer le régime actuel par le commissariat. Après plusieurs années de lutttes contre l'influence magyare, la coalition a réussi à s'emparer du pouvoir en Croatie et à former le gouvernement à Zagreb où régnait avant elle sous différentes formes le régime de Khuen-Hedervari. Ceci s'est produit sur la base de fraternité des populations croates et serbes, — alors qu'auparavant on utilisait les Croates contre les Serbes, et inversement et toujours avec le but d'affaiblir la Croatie qui, de cette façon, courait vers la ruine économique. Le relèvement économique et un gouvernement propre national, basé sur la réconciliation des Croates et des Serbes, tel a été depuis le commencement le mot d'ordre de la coalition serbo-croate. Si nous consultons la liste des députés de la coalition, nous y trouvons des hommes excellents, qui ont beaucoup souffert dans la lutte avec Budapest, qui possèdent des qualités remarquables et jouissent de la confiance illimitée de leurs électeurs. »

Mais ce qui embarrasse beaucoup de gens c'est que la coalition croate n'a jusqu'à maintenant et dans aucune déclaration officielle manifesté ses aspirations vers un état indépendant de tous les Yougoslaves. Il en est résulté ceci :

« Lorsque, le mois dernier, il était question d'une tentative de Vienne et de Budapest de résoudre la question yougoslave dans un sens soi-disant croate, on a même soupçonné la coalition de faire bon accueil à l'appel de Budapest, cependant aujourd'hui on affirme que sur ce point rien d'irréparable n'a été fait. En outre, dans ces derniers temps, d'excellents orateurs, appartenant aux partis serbes et croates de la coalition, sont montés à la tribune du Sabor de Zagreb. Dr Duchan Popovitch, Dr Bertitch et Svetozar Pribitchevitch ont à un tel point insisté sur l'unité du peuple des Serbes, Croates et Slovènes qu'ils ont éveillé en nous l'espoir que bientôt viendra effectivement le temps où Zagreb prendra en mains la lutte pour notre avenir. La déclaration de Popovitch qu'il est également slovène et serbe ou encore mieux que tout cela, qu'il est tout simplement yougoslave revêt une importance historique. De même les paroles de Bertitch que le succès de la guerre mondiale sera la création de l'Etat yougoslave, ne sauraient être trop hautement appréciées. »

Dans la suite de son article, M. Kukovec discute l'attitude opportuniste observée actuellement par la coalition, et il pose la question suivante :

« Tant que nous respecterons les dispositions constitutionnelles, nous ne devons

pas nous attendre à un Etat des Serbes, Croates et Slovènes. »

Et il conclut qu'il est impossible d'obtenir sans lutte ce résultat. Voici d'après l'auteur ce que répond la coalition.

« Faut-il cependant jeter le pays dans l'insécurité et le livrer aux violences magyares et aux commissariats? »

Telle est la réponse de la coalition à toutes les remarques semblables. Il y a beaucoup de gens qui tout en étant de bons patriotes n'osent pas, pour des raisons importantes, réfuter cette réponse.

Le parti le plus fort de la minorité — le parti de Starcevitich — ne reconnaît pas le compromis (Nagodba) entre la Croatie et la Hongrie. Ce parti, qui a derrière lui une grande partie du peuple croate, se basant sur la déclaration du mois de mai et sans se soucier ni de Budapest ni de Vienne, a réclamé un Etat national et propre des Serbes, Croates et Slovènes. Sous ce rapport, il a, abandonnant toute idée égoïste, modifié son programme antérieur qui ne visait que les Croates et de ce fait a fait à l'idée yougoslave un sacrifice qui est tout à son honneur. Mais bien qu'appréciant hautement les politiques de ce parti, il nous semble cependant que dans leurs rapports avec la coalition et en ce qui concerne la question nationale, ils devraient au lieu d'adopter une attitude combattive, rechercher plutôt l'union.

Les hommes politiques croates et serbes de Dalmatie ont apporté à l'unité nationale une grande contribution, qui mérite tout éloge, en décidant à Split, et eu égard à la situation de la nation, de supprimer toutes les différences de partis. Leurs intentions étaient incontestablement nobles. Il s'agissait pour eux de renforcer notre lutte pour un avenir meilleur. L'opinion dominante a été toutefois qu'il vaut mieux laisser Zagreb décider lui-même et sans pression, car il est reconnu que, dans les deux pays (Croatie et Dalmatie), les représentants nationaux sont probes et qu'il n'est pas douteux qu'au premier signal ils s'engageront tous dans la même voie. »

Le congrès de Ljubljana

Les 16, 17 et 18 juillet a eu lieu à Ljubljana un imposant congrès yougoslave auquel ont pris part les représentants des peuples tchèque et polonais, pour manifester ainsi leur solidarité avec les Slaves du Sud dans leur lutte contre l'oppression austro-magyare. A l'arrivée du train qui amenait les hôtes polonais et tchèques, le président du Conseil de Ljubljana, Tavchar, prononça le discours de bienvenue. « En saluant les frères yougoslaves, lui répondit le président de l'Union tchèque, Dr Stanek, qui serrent les rangs pour résister aux vagues étrangères, les Slaves du Nord comprennent que dans ce combat pour l'existence nationale, ils doivent faire cause commune avec les Yougoslaves. Cette action solidaire rendrait possible et sûre la victoire, car les dirigeants devront finir par se rendre compte qu'en Autriche ce sont les Slaves qui disposent de la majorité et qu'à ce titre ils ont le droit de disposer de leur sort et d'être autre chose que les esclaves de la minorité. »

Ensuite ont commencé dans l'Hôtel de Ville les délibérations au sujet de la création du Conseil National de Ljubljana. L'assemblée a été ouverte par un discours du président du Club yougoslave. « L'heure est venue, dit-il, de montrer au monde entier notre cohésion intérieure vis-à-vis de nos oppresseurs. Il est aussi indispensable de préparer la réponse quand on nous demandera de dire avec précision ce que nous voulons et ce que nous désirons. C'est dans ce but que nous nous sommes réunis en Conseil National pour sauvegarder ce qui nous est commun et sacré pour

réclamer et pour réaliser ce qu'il nous reste encore à obtenir. »

Après les discours qui ont montré d'une façon éclatante la volonté des peuples slaves de secouer le joug étranger et de constituer les Etats absolument indépendants, on a procédé aux élections du Comité directeur du Conseil National. Le Dr. Dr. Anton Korochets a été élu président à l'unanimité.

L'assemblée a ensuite voté les statuts du Conseil :

« 1. Notre intention est de créer un Conseil National commun des Slovènes, Croates et Serbes vivant dans la Monarchie, dans lequel, d'après un accord basé sur le système proportionnel, se trouveront représentés tous les facteurs politiques qui adoptent comme base l'unité du peuple yougoslave et qui aspirent à la réalisation d'un Etat indépendant yougoslave.

2. Dans les pays cisleithans est créé le Conseil National, dont le devoir et la compétence sont de délibérer et de prendre des décisions sur toutes les questions que les facteurs représentés dans le Conseil National considèrent comme communes.

3. Conformément à l'art. 2 sont considérées surtout comme affaires communes :

a) l'action pour l'union du peuple yougoslave dans un Etat indépendant;

b) l'action systématique pour l'égalité complète de notre langue dans les écoles, l'administration et dans toute la vie publique;

c) la protection des minorités nationales, l'action organisée par les minorités nationales et la lutte pour l'instruction nationale;

d) l'établissement de notre langue dans toutes les administrations publiques et entreprises publiques;

e) le développement et la défense des intérêts communs et de la conscience nationale dans le sens de l'émancipation économique;

f) la représentation populaire et le maintien des avantages de notre peuple vis-à-vis de l'extérieur et d'accord avec la délégation parlementaire.

g) la défense et l'action des affaires culturelles communes;

h) les questions relatives à l'honneur et à la discipline nationale.

Les discours du Dr Stanek, leader tchèque, et du Dr Glombinski sont à remarquer. Nous reproduisons un passage de chacun.

« Les jours que nous vivons maintenant à Ljubljana, a dit le Dr Stanek, sont d'une grande importance, non seulement pour les Yougoslaves, mais aussi pour nous, Slaves du Nord: Tchèques et Polonais. Les heures que vous vivez sont consolantes pour nous et nous donnent la garantie de la victoire finale sur ceux qui nous persécutent et qui ne nous permettent pas de respirer librement. »

Le Dr Glombinski a dit :

« Les Allemands et les Magyars voudraient que nous continuions à rester dorénavant encore esclaves, mais nous n'avons que trop longtemps supporté le joug pénible qui nous a opprimés pendant des siècles. Nous nous sommes réveillés de notre profond sommeil et nos adversaires sont devenus inquiets et agitent. Ils se rendent compte que les temps sont passés où ils pouvaient nous exploiter en employant le principe « divise et impera ». Frères slaves, marchons donc ensemble dans les combats; soyons unis dans la vie comme dans la mort. »

Pour terminer le congrès, les Tchèques, les Polonais et les Yougoslaves ont publié le communiqué suivant :

« La conférence de Ljubljana, à laquelle ont assisté, le 17 août, les Polonais, les Tchéco-Slovaques et les Yougoslaves, s'est occupé de tous les problèmes culturels, sociaux et économiques ayant trait à la réalisation du droit de libre disposition de ces peuples, ainsi que de la question de régler de façon durable les rapports de ces peuples entre eux et avec les autres Etats. On a constaté l'unanimité de tous les délégués relativement aux principes et à la tactique commune qu'il convient d'adopter pour atteindre le but final. »

FEUILLETON

Le régime de la navigation sur le Danube

LE RAPPORT

à la Conférence internationale parlementaire du commerce

PAR

Drago Yoksimovitch, député serbe

(Suite et fin)

Dans cet ordre d'idées elle a demandé et acquis le privilège de percer le canal de Ports de Fer à condition de faciliter la navigation. Bien au contraire, elle avait fixé des taxes tellement élevées que la navigation au lieu d'être facilitée, était entravée. Il est curieux de noter que le coût du tonnage depuis Belgrade aux Portes de Fer incluses, soit un parcours de 100 kilomètres est égal au coût du tonnage des Portes de Fer jusqu'à Anvers.

Enfin comme preuve que l'Autriche attachait une si grande importance au Danube pourrait servir le fait qu'elle a offert à la Serbie une place dans la Commission Européenne du Danube à titre de compensation pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, provinces serbes arrachées par elle en 1908. Il va de soi que ce marché malhonnête a été refusé par la Serbie.

Le Danube est, comme je l'ai dit, d'une importance générale au point de vue économique. Ainsi, il y a 10 ans,

un ingénieur allemand s'est adressé à la Serbie pour obtenir la concession de l'exploitation de chutes d'eau du Danube moyen.

Pendant la guerre actuelle la presse des puissances centrales a soulevé la question de relier au moyen d'un canal avec le Rhin. En même temps on a parlé d'une communication directe entre le Danube et la mer Egée par la Morava et le Vardar, les fleuves qui traversent la Serbie de part en part. C'est là en Macédoine serbe qu'aujourd'hui encore vos fils héroïques et admirés par nous tous livrent de combats sanglants aux côtés de leurs frères d'armes serbes contre l'ennemi commun Austro-Allemands et Magyaro-Bulgares.

Si l'on ajoute à cela que Constanza, port roumain sur la mer Noire, est en voie de devenir un port allemand, et que d'autre part, les convoitises autrichiennes touchant Salonique, sont toujours aussi vives qu'avant, ce serait un péché impardonnable que de négliger cette fois, encore de donner une solution juste et équitable à la navigation du Danube.

J'ai voulu donner un tableau en miniature de l'état actuel des choses touchant le Danube pour vous inviter à entreprendre l'étude à fond de la question danubienne, qui nécessairement doit être réglée définitivement au Congrès de la Paix.

Le Danube, fleuve latino-slave, avant tout est un fleuve serbo-roumain. Et la puissance qui en disposa de tout le temps fut germano-magyare. Maintenant, c'est pis encore. Ce n'est plus une voie internationale; après le traité de

Bucarest nous voyons le Danube transformé en propriété germano-magyare. Comme fleuve reliant l'Orient avec l'Occident et servant de principal moyen de communications entre ces deux parties de l'Europe, son importance est également grande aussi bien pour les pays balkaniques que pour les pays de l'Entente. Dans ce rapport je dis toujours l'Autriche, mais il faut retenir une fois pour toutes, que l'Autriche était et restera l'instrument de l'Allemagne. En foulant les peuples balkaniques l'Autriche aplani la route qui mène à Bagdad, aux Indes, mes chers collègues anglais. Nos intérêts à ce point de vue sont identiques et par conséquent solidaires.

Nous demandons, Messieurs, qu'on revienne pour le Danube aux grands principes reconnus par le droit public, à savoir: libre disposition de cette voie fluviale dans l'intérêt de tous, par conséquent la suspension de concessions existantes; la navigation ouverte à tous les peuples, égalité de tous dans la jouissance des avantages commerciaux et économiques qu'offre cette grande ligne de communication.

En terminant, je tiens à vous affirmer ma foi inébranlable dans le triomphe de la cause de l'Entente, triomphe dont je suis certain comme de la mort, et je vous prie instamment, Messieurs et chers collègues, de ne pas oublier le règlement équitable de la si importante question du Danube au Congrès de la Paix.

Drago YOKSIMOVITCH, député serbe,
Londres, le 2 juillet 1918.